

LABOUESSE

Mémoire de l'annuaire
pour liste d'aph. Nu de
Février 1972

B26-6

II. APRES 1970: L'AGRICULTURE MEDITERRANEE ET LE DEVELOPPEMENT

Très attiré depuis longtemps par les problèmes du développement nous avons déjà fait deux séjours en Afrique Noire, dont l'un durant la période militaire. Nous avions toutefois pensé qu'avant d'envisager une action de coopération, il était préférable de parfaire notre formation.

Par la suite, très intéressé par les travaux exposés ci-dessus et qui plus est bien intégré à une équipe, nous ne songions déjà presque plus à partir lorsqu'en 1968, peu avant notre séjour au CEPE, Monsieur Bergmann nous fit une proposition séduisante consistant à animer la mise en place d'une équipe de recherche en économie rurale à l'INRA de Tunisie. L'occasion créée par la rupture du CEPE était bonne et un voyage d'information sur place nous décida définitivement.

Jusqu'à présent notre activité a consisté, pour une part, à prendre une connaissance approfondie des problèmes de l'agriculture tunisienne, notamment à travers la réalisation de quelques travaux limités (10, 11, 12, 13). Mais surtout, nous nous sommes efforcé, simultanément, de concevoir un programme de recherches et nous avons commencé à le mettre en place.

Le voisinage immédiat de nos collègues des disciplines techniques nous a permis d'envisager ces problèmes de manière plus concrète et rapide et d'orienter le programme du laboratoire dans la ligne directe de leurs préoccupations.

Si pour diverses raisons l'équipe n'est pas encore totalement constituée, nous sommes parvenus à établir diverses collaborations avec des économistes travaillant dans d'autres services ou dans des projets internationaux.

Nous examinerons tout d'abord l'origine et le contenu du programme établi, puis nous présenterons les travaux déjà effectués et ceux qui sont actuellement mis en place.

2.1. La conception d'un programme de recherches

2.1.1. La situation générale

La Tunisie vient d'entrer dans une période extrêmement importante et intéressante de son histoire agricole. Jusqu'à une époque récente, l'agriculture "moderne" dans ce pays, était envisagée dans le cadre d'un système de production bien établi, amélioré au cours de plusieurs décennies, et auquel il s'agissait d'apporter seulement des perfectionnements. Ce système, mécanisé, très extensif, était fondé sur l'assolement biennal blé-jachère (parfois diversifié en un triennal) qui épuisait progressivement le sol. Dans les zones les plus riches il laissait au mieux une place très réduite à un élevage ovin considéré comme un sous-produit. Il est encore très largement dominant.

Depuis peu un ensemble assez varié de possibilités techniques a été inventorié, notamment à l'INRA, et permet d'envisager des systèmes de production beaucoup plus intensifs où les cultures fourragères et l'élevage viennent rééquilibrer l'assolement, les variétés de céré-

réales à haut rendement permettant de rattraper et au delà, en rendement, ce qui est concédé en surfaces. C'est d'ailleurs dans ce cadre seulement qu'on pourrait parler, pour ces variétés, non pas encore de "révolution verte", mais peut-être au moins de progrès important.

Certes ces nouveautés ne sont déjà opérationnelles que dans des zones limitées, un gros travail d'adaptation restant à faire pour leur donner une pleine extension. En outre elles n'affectent pas également toutes les régions du pays, mais surtout les plus riches d'entre elles (le Nord), remettant complètement en cause l'évaluation des potentialités agricoles globales telles qu'on les concevait il y a seulement quelques années.

Ces nouvelles perspectives doivent permettre à la fois d'accroître très notablement la production, d'augmenter sensiblement l'emploi agricole et de lutter efficacement contre le terrible phénomène de dégradation et d'érosion des sols. Ces trois objectifs sont essentiels pour le pays. Mais pas seulement pour lui: tout le Maghreb, en fait, est concerné.

Toutefois on sait par expérience qu'entre des améliorations proposées et leur diffusion **large** dans la pratique, il y a souvent une grande marge de temps et beaucoup de désillusion.

Ceci était d'ailleurs ressenti déjà par nos collègues des disciplines techniques qui avaient constaté depuis longtemps que les résultats auxquels ils aboutissaient ne dépassaient pas, bien souvent, les limites de leurs stations. Mauvaise organisation des échelons de diffusion ou mauvaise adaptation des acquis de la recherche à la situation des agriculteurs ? Ils avaient déjà commencé à réfléchir à ce problème au moment de notre arrivée (cf. note a).

C'est de ce point de vue que l'économie rurale, se plaçant dans la ligne directe des disciplines techniques, peut permettre de franchir une étape supplémentaire en étudiant, compte tenu de la situation économique et sociale des diverses catégories d'agriculteurs, les conditions d'adoption des nouvelles possibilités techniques, leurs modalités de réalisation et leurs méthodes de diffusion.

2.1.2. La définition d'une approche

Devant ces résistances on observe généralement deux sortes de réactions.

La première, superficielle, dangereuse, mais très courante et qui sous-tendait dans une large mesure, surtout dans sa dernière période, l'expérience de mise en coopérative stoppée en 1969, consiste à dire que les paysans sont arriérés, ont un niveau technique trop bas et qu'il n'y a rien à tirer d'eux si on ne les encadre pas solidement. Dans ce cas la décision de mettre en commun les moyens de production ne résulte pas tant de la constatation que cette mise en commun est nécessaire par l'évolution des techniques, que d'une réaction subjective devant des comportements dont on ne songe pas à élucider les véritables causes ni la rationalité propre.

La seconde réaction, plus scientifique, se traduit, après une étude incomplète des problèmes posés, par la conclusion que les causes de blocage de l'agriculture sont avant tout d'ordre structurel (latifundia

microfundia, etc...) et que rien ne peut être fait avant un changement d'ordre politique. Cette conclusion, si elle était exacte, devrait se traduire pour nous par une perspective d'inefficacité et donc de départ. Cependant elle nous paraît partielle.

En effet si l'on peut trouver beaucoup d'exemples de stagnation, de stérilisation des ressources, d'échec dans des opérations de diffusion et de développement, une information plus large nous a vite montré qu'il existe aussi nombre de cas où des innovations avaient diffusé très vite et spontanément et où l'exploitation agricole s'était intensifiée par ses propres moyens, ceci d'ailleurs souvent en dehors des efforts des circuits officiels.

En outre le raisonnement en termes de structures agraires commence à être mis lui-même en échec sur son terrain privilégié, celui des zones céréalières du Nord où des préoccupations en faveur de l'élevage se font jour et où l'adoption assez rapide des variétés de céréales à haut rendement commence à appeler d'elle-même des transformations plus radicales. Si donc les structures jouent, elles n'expliquent pas tout.

C'est pourquoi nous pensons que la diversification et l'intensification de l'agriculture dans ces circonstances nécessitent d'abord que soient éclairées les conditions d'adoption des techniques nouvelles compte tenu de la situation des divers types d'agriculteurs, puis que soient définis des systèmes de production tenant compte de ces techniques et de l'ensemble des conditions écologiques et sociales.

Il en résulte, pour l'économiste rural, une triple démarche.

a) La description et l'analyse des systèmes de production.

Tout d'abord partant de l'hypothèse que le comportement de l'agriculteur, toujours complexe, correspond à un certain type de rationalité, il convient de mettre à jour celui-ci, c'est-à-dire de dégager tous les éléments qui caractérisent sa situation et lui imposent ce comportement, notamment les composants pratiques de son activité agricole, tout ce qui agit sur la façon dont il se procure les moyens d'existence de sa famille et ce qui détermine la conception qu'il a de son patrimoine. Puis il faut les reconstruire en un tout explicatif cohérent.

De telles analyses ont rarement été tentées par des économistes. Ceux-ci posent généralement en postulat la seule rationalité du capitaliste, qui n'a pas à prendre en compte de manière immédiate et permanente ses moyens d'existence. En revanche, c'est une démarche que l'on rencontre plus fréquemment chez les géographes ou les sociologues et les ethnologues. Mais, de par leur spécialité, les uns et les autres privilégient certains éléments, structures agraires par exemple chez les premiers, aspects culturels chez les autres, et, tendent à ignorer les déterminations proprement économiques, aboutissant ainsi à des résultats partiels ou carrément erronés.

Cette approche doit être conduite à plusieurs niveaux en même temps. Dans l'exploitation elle-même, ou ce qui y correspond, l'étude des activités, des moyens de production et de leur utilisation (période et temps de travaux, etc...), de l'échéancier des recettes et des dépenses (agricoles ou non), sont des éléments essentiels à prendre en compte. Au niveau d'unités plus vastes divers types de complémenta-

rités sont entretenus, tels que les prestations de travail et de services entre certaines catégories d'agriculteurs (gros, petits) dans la petite communauté rurale. Le degré et les formes d'intégration à l'économie marchande sont déterminés en partie par un ensemble de conditions économiques générales (marché intérieur et son organisation, rapports de prix, etc..) par une évolution historique et par des rapports internationaux dont il faut aussi tenir compte.

b) L'analyse du progrès technique et de sa diffusion.

Mais si l'approche en termes de systèmes de production est essentielle, elle ne permet peut-être pas, à nos yeux, d'expliquer à elle seule comment et pourquoi les changements techniques d'opèrent dans la pratique. Nous pensons qu'elle serait utilement complétée par une démarche centrée sur l'innovation elle-même. Ceci conduit, bien sûr, à une réflexion théorique sur le progrès technique, sa nature, ses conditions d'apparition, ses effets économiques et sociaux, spécialement dans les conditions d'une société qui ne le secrète pas elle-même, à qui il est donc imposé.

Cette réflexion peut prendre appui, dans un premier temps sur quelques travaux concrets et limités, mais fort utiles à plusieurs égards.

Un changement technique se développe à une époque donnée dans l'ensemble d'une région, mais il n'y affecte pas de la même façon tous les systèmes de production, qui n'évoluent d'ailleurs pas indépendamment les uns des autres. Il se traduit, sur les plans structurel et social, par un état final différent de la situation initiale. Il existe dans l'histoire agricole de la Tunisie plusieurs cas bien définis qui pourraient donner lieu à des études monographiques très éclairantes.

Par ailleurs plusieurs opérations de développement limitées dans le temps ont été organisées dans des zones particulières du pays au cours des quinze dernières années. Chacune de ces opérations a également laissé une situation différente de celle qui prévalait antérieurement, mais souvent aussi très peu comparable à celle qui aurait correspondu aux objectifs visés. L'étude des effets réels et des différences avec les effets souhaités peut être également riche d'enseignement.

Ces deux types d'études s'ils étaient répétés sur un assez grand nombre de cas, pourraient déboucher à terme sur une étude historique de la mise en valeur agricole de la Tunisie qui serait pleine d'intérêt pour les problèmes qui nous occupent, mais qui ne peut évidemment pas être du ressort du laboratoire de l'INRAT, dont l'efficacité doit être rapide.

c) L'élaboration des modèles de production.

Lorsque les analyses de systèmes de production sont assez avancées, il devient possible de s'engager dans une phase beaucoup plus normative consistant à déterminer, compte tenu des acquis techniques et de leurs caractères, les nouvelles orientations possibles de ces systèmes, à définir les modalités d'organisation, les méthodes d'intervention et les aménagements à apporter aux conditions économiques générales.

Cependant cette phase peut être abordée directement, sans passer par les détours précédents, pour certaines catégories importantes d'en-

treprises telles que les unités coopératives ou étatiques, très centralisées, et même pour certaines grandes exploitations privées.

Les données des disciplines techniques sont encore dans un état relativement brut. Tout au plus dispose-t-on de résultats d'asselements, en cours d'exploitation d'aillieurs. Il reste donc un gros travail pour trouver des combinaisons adaptées aux conditions des diverses catégories d'exploitation et à leur évolution. C'est ainsi par exemple qu'il faut définir, dans un cas donné, la nature de l'élevage à pratiquer et ses caractéristiques (degré de spécialisation, niveau d'intensité, etc..)

Dans les cas les plus complexes nous envisageons, pour élaborer ces modèles de production, d'utiliser des méthodes assez lourdes telles que la programmation linéaire. En outre ces travaux supposent des opérations d'une grande portée pratique comme la mise en place de systèmes d'enregistrement comptables qui existent rarement ici, ou seulement sous des formes assez frustes.

Notre orientation d'ensemble étant ainsi exposée, il convient maintenant de présenter d'abord quelques uns des travaux auxquels nous avons participé depuis notre arrivée, puis ceux que nous mettons actuellement en place.

2.2. Les travaux réalisés ou mis en place

Après une première phase d'information et de sélection des thèmes de recherche possibles, dont la note (b) donne une idée rapide, nous avons participé à la préparation du Séminaire National sur l'Élevage Bovin et la Production de Viande qui nous donna l'occasion d'approfondir ce thème particulier.

Dans ce but, nous avons réalisé, avec nos collègues M. Boularès et H. Van Versch une description d'ensemble de l'élevage bovin en Tunisie (10) en mettant l'accent sur sa non-intégration aux systèmes de production, sur sa faible productivité générale et sur les causes de celle-ci. Nous décrivons également l'évolution récente du marché en cherchant à en dégager les causes et nous abordons rapidement les perspectives intérieures et extérieures.

Dans une seconde communication (11) nous rapportons les premiers résultats d'une phase exploratoire de la recherche sur les systèmes de production. En proposant une description et une analyse encore sommaires, du fait du caractère balbutiant de la méthode, des systèmes pratiqués dans deux régions très différentes du Nord de la Tunisie, nous montrons concrètement l'intérêt d'une telle approche pour fonder des interventions efficaces.

Depuis cette époque, une enquête statistique a été réalisée avec l'aide de quelques étudiants dans l'une de ces régions pour vérifier les hypothèses avancées, pour quantifier certains phénomènes et pour stratifier la population des exploitations. Elle est en cours de dépouillement.

La phase suivante consistera à suivre sur plus d'un an un petit nombre d'exploitations jugées représentatives de catégories importantes et à enregistrer notamment les périodes et la nature des travaux et l'évolution de la trésorerie. Cette démarche lente trouve sa raison d'être dans la nécessité, pour s'assurer la confiance des agriculteurs,

de faire intervenir auprès de ceux-ci le vulgarisateur local seul.

Néanmoins ces trois phases permettront de dégager un ensemble d'hypothèses concernant le fonctionnement de la petite agriculture familiale intensive de cette zone. Au delà de celle-ci c'est l'agriculture d'un ensemble important de zones littorales encore peu étudiées et qui approvisionnement directement les villes, qui est concernée.

L'ensemble des travaux du Séminaire déjà cité, qui nous ont traitent l'importance des potentialités agricoles récemment mises à jour, nous suggèrent l'idée d'une synthèse des perspectives ainsi ouvertes et nous proposons, dans un article d'Options Méditerranéennes (12), une ébauche de doctrine de l'élevage bovin en Tunisie. Notre programme actuel ne développe qu'une partie des possibilités qui y sont envisagées,

Mais l'essentiel de notre travail, maintenant, va porter sur les grandes unités du Nord à assollement céréalier, en vue de déterminer les formes sous lesquelles on peut y introduire les cultures fourragères et l'élevage.

Un premier secteur d'intervention va concerner les grandes fermes coopératives et statiques, qui constituent le secteur le plus commun. La note (c) expose les modalités de l'étude qui sont encore en discussion et qui consistent à établir et à réaliser progressivement un nouveau système de production dans deux unités.

Une seconde intervention est également en cours de mise en place dans une grande ferme céréalière privée (400 ha) dont le propriétaire souhaite réaliser une reconversion totale vers l'élevage.

Enfin le secteur le plus difficile, celui des petits et moyens agriculteurs sera abordé dans une opération d'ensemble couvrant une zone de 3 à 5.000 ha et qui devrait débuter en octobre 1972. Cette opération, conçue en commun avec nos collègues des disciplines techniques qui pourront ainsi vérifier directement l'adéquation de leurs travaux aux situations pratiques, sera plus lourde et plus délicate et nécessitera en particulier la présence à plein temps d'une personne connaissant bien les problèmes de vulgarisation et d'animation en milieu traditionnel. Ce projet, proposé dans le cadre de la coopération française à l'INRA, est maintenant accepté par les autorités tunisiennes.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que l'introduction actuelle des variétés de céréales à haut rendement constitue en elle-même une innovation très intéressante à étudier, et qui, en outre, se trouve directement impliquée dans les systèmes de production que nous nous proposons d'étudier. Nous sommes donc amenés à faire un effort d'information sur la situation de ce problème dans le monde et notamment dans les pays où la "Révolution Verte" a déjà un passé plus long qu'en Tunisie, de manière à en apprécier les manifestations et les conséquences économiques et sociales, intérieures ou internationales. En partie du fait de la rareté de l'information en langue française sur ce problème important, nous avons décidé, avec nos collègues J. P. Gachet (Cultures fourragères) et S. El Amami (Bioclimatologie) de consigner dans une publication cette information ainsi que nos propres observations et réflexions sur l'expérience tunisienne.

Enfin, il est peut-être utile de mentionner une préoccupation un peu parallèle au travail de recherche lui-même. Il s'agit d'une réle-

xion menée en commun avec quelques collègues français et tunisiens, sur les problèmes de la recherche en pays sous-développés, en particulier sur son rôle, ses objectifs et ses méthodes. Elle tire en grande partie son origine de la constatation que l'importance des acquis récents de la recherche et le bouleversement qu'ils occasionnent dans les conceptions traditionnelles de l'agriculture en Afrique du Nord, montrent l'insuffisance passée d'une telle réflexion, et le grand intérêt qu'il y a à avoir des idées plus nettes dans ce domaine.